

# Résonances

Pôle ressources ville et  
développement social

Centre de Ressources  
Politique de la Ville ouest  
francilien



39 rue des bussys  
95600 Eaubonne  
01.34.05.17.17  
contact@lepoleressources.fr

## L'actu du Pôle ressources

< Rencontre thématique, 15 mars, 9h30-12h, Webinaire >

### COMMENT (MIEUX) ARTICULER DYNAMIQUES CITOYENNES ET INSTITUTIONNELLES ?

La notion de « participation des habitant.e.s », particulièrement présente lorsqu'il est question des quartiers populaires, peut renvoyer à des formes ou intentions très différentes. Presque 10 ans après la parution du rapport Bacqué-Mechmache, quels sont les constats à dresser ou quelles réalités peuvent être partagées concernant la participation des habitant.e.s des quartiers populaires ? Quels enseignements en tirer afin de nourrir le futur de la Politique de la ville ? Alors que les contrats de ville sont en phase d'évaluation, le Pôle ressources initie un cycle de rencontres dédié à la participation des habitant.e.s, dont la première proposera une lecture centrée sur l'articulation entre dynamiques institutionnelles et dynamiques citoyennes.

[www.lepolderessources.fr/actions/comment-mieux-articuler-dynamiques-institutionnelles-et-citoyennes/](http://www.lepolderessources.fr/actions/comment-mieux-articuler-dynamiques-institutionnelles-et-citoyennes/)



< Séminaire, temps #2, 22 mars, 10h-12h30, Webinaire >

### RACONTER SON QUARTIER : PATRIMOINE ET MÉMOIRE DES HABITANT.E.S

Comment accompagner la valorisation du patrimoine culturel et architectural des quartiers populaires et de leurs habitant.e.s ? C'est l'une des questions que pose le 2ème séminaire thématique « Patrimoine et mémoire des habitant.e.s », proposé par le Pôle ressources. En rappelant l'histoire sociale et urbaine des quartiers de grands ensembles, et en donnant à voir des expériences socioculturelles inspirantes à l'échelle locale, il s'agira de partager des ressources permettant de faciliter le développement d'initiatives patrimoniales, qu'elles soient architecturales, culturelles ou mémorielles. Ce séminaire se tiendra en présence d'actrices et d'acteurs provenant de la sphère publique, associative ou universitaire.

[www.lepolderessources.fr/actions/raconter-son-quartier-patrimoine-et-memoire-des-habitants-temps2/](http://www.lepolderessources.fr/actions/raconter-son-quartier-patrimoine-et-memoire-des-habitants-temps2/)

< Formations, session d'initiation (17 mars), session d'approfondissement (22 avril), 9h30-17h30, Eaubonne >

### FORMATION À L'ANIMATION PARTICIPATIVE DE GROUPE DE TRAVAIL

Le Pôle ressources reconduit deux journées de formation « Animation participative d'un groupe de travail », pour les professionnel.le.s qui souhaitent réinventer leur posture d'animation par la découverte, l'expérimentation et l'appropriation de techniques participatives d'intelligence collective. Ces formations permettent notamment d'acquérir des savoir-être et savoir-faire visant à créer un cadre propice aux échanges et à la participation de toutes et tous. Elles visent également à intégrer des techniques d'animation de réunions coopératives et participatives, développer sa posture d'animateur.rice et sa confiance en soi ou d'impulser la créativité afin de dynamiser un groupe de travail. Cette formation se tiendra sur 2 journées, espacées dans le temps, pour pouvoir mettre en pratique et revenir sur les enseignements du premier temps.

[www.lepolderessources.fr/actions/formation-a-lanimation-participative-de-groupes-de-travail/](http://www.lepolderessources.fr/actions/formation-a-lanimation-participative-de-groupes-de-travail/)

< Journée de sensibilisation, 15 mars, 9h-16h30, Eaubonne >

### VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : CONNAITRE LE PHÉNOMÈNE POUR MIEUX AGIR

Le phénomène des violences faites aux femmes demeure un fléau qui touche toutes les classes sociales et tous les territoires. Afin de soutenir et outiller les professionnel.le.s qui oeuvrent au plus près du public, le Pôle ressources propose une journée de sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes, en partenariat avec les associations Du côté des femmes et Paroles Arc en ciel théâtre, et avec le soutien de la délégation aux droits des femmes de la Préfecture du Val d'Oise. Elle vise notamment à appréhender la réalité du phénomène et à renforcer sa pratique et sa posture professionnelle.

[www.lepolderessources.fr/actions/violences-faites-aux-femmes-mieux-reperer-et-agir/](http://www.lepolderessources.fr/actions/violences-faites-aux-femmes-mieux-reperer-et-agir/)

< Groupe de travail, mois de mars >

### RÉSEAU DES RÉFÉRENT.E.S DE PARCOURS PRIJ DES HAUTS-DE-SEINE

Le Pôle ressources, en lien avec la Préfecture des Hauts-de-Seine, anime le réseau départemental des référent.e.s de parcours du Plan Régional d'Insertion pour la Jeunesse (PRIJ). Cela se concrétise notamment par des temps d'interconnaissance, par le questionnement des pratiques, la mesure des réussites et l'identification des écueils à éviter. L'une des perspectives est également d'enrichir et d'améliorer le fonctionnement des groupes opérationnels, sur lesquels repose la démarche.

# National / Régional

## Culture

### L'AORIF ET LA DRAC ÎLE-DE-FRANCE S'ENGAGENT POUR LES ARTS ET CULTURES DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

La Direction régionale des affaires culturelles et artistiques (DRAC) d'Île-de-France et l'AORIF (Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France) ont signé un accord-cadre visant à faciliter le développement de projets artistiques et culturels au bénéfice des habitant.e.s des quartiers d'habitat social, notamment en Politique de la ville. S'appuyant sur la culture comme levier de valorisation du patrimoine, d'amélioration de la cohésion sociale et du cadre de vie, ce partenariat entend accompagner les stratégies développées par les bailleurs sociaux en région parisienne, dans l'optique de favoriser la rencontre entre artistes et habitant.e.s, parfois éloigné.e.s de l'offre culturelle. Il s'agit ainsi de permettre une meilleure connaissance des actions menées, des outils et dispositifs existants, comme de favoriser la mise en relation entre les différent.e.s intervenant.e.s.

[www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Ile-de-France/Actualites/Actualite-a-la-une/Presentation-d-un-accord-cadre-inedit-entre-la-Drac-Ile-de-France-et-les-bailleurs-sociaux-franciliens](http://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Ile-de-France/Actualites/Actualite-a-la-une/Presentation-d-un-accord-cadre-inedit-entre-la-Drac-Ile-de-France-et-les-bailleurs-sociaux-franciliens)

## Parentalité

### LA CNAF PUBLIE UNE ÉTUDE SUR LES FAMILLES MONOPARENTALES

La Caisse Nationale des Allocations Familiales, avec l'appui de Fors-Recherche Sociale, a mesuré l'impact de l'accompagnement assuré par les travailleur.euse.s sociales CAF auprès de ses publics. Celle-ci, menée auprès de familles monoparentales, met en avant les avancées liées aux relations mises en place avec les usagères et usagers (relation de confiance et rupture avec une forme d'isolement, effectivité de l'ouverture

des droits...). Il pointe également certains écueils, notamment lorsque l'accompagnement est limité dans le temps (difficultés des familles à se projeter et s'engager dans un projet, difficultés à honorer les rendez-vous avec les assistantes sociales, rupture brutale de la relation à la fin de l'accompagnement...).

[www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/dossier\\_etudes/2021\\_CNAF\\_DE\\_225\\_FORs.pdf](http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/dossier_etudes/2021_CNAF_DE_225_FORs.pdf)

## EN BREF

- Circulaire relative à la sécurité dans les quartiers du nouveau programme de renouvellement urbain, 4 janvier 2022

[http://cosoter-ressources.info/index.php?lvl=notice\\_display&id=82115](http://cosoter-ressources.info/index.php?lvl=notice_display&id=82115)

- Prorogation d'une année des contrats de ville dans le cadre de la Loi de Finances pour 2022

[www.cohesion-territoires.gouv.fr/prorogation-dune-année-des-contrats-de-ville-dans-le-cadre-de-la-loi-de-finances-pour-2022](http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/prorogation-dune-année-des-contrats-de-ville-dans-le-cadre-de-la-loi-de-finances-pour-2022)

- Comité interministériel à la Ville à Grenoble, annonces, 29 janvier 2022

[www.gouvernement.fr/partage/12659-comite-interministeriel-a-la-ville-a-grenoble](http://www.gouvernement.fr/partage/12659-comite-interministeriel-a-la-ville-a-grenoble)

# Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

## Gennevilliers

### UN PROJET PARTENARIAL ET PARTICIPATIF SUR LE RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES PSYCHOSOCIALES (CPS) DES ENFANTS

Dans le cadre de la cité éducative et porté par une équipe transversale (services prévention santé, enfance, scolarité, stratégie éducative de Gennevilliers, Éducation nationale et PRE), ce projet vise, dans une conception de santé globale, à renforcer les CPS des enfants de 3 à 11 ans. Cela va se traduire par les interventions d'une psychologue sur les temps scolaires et périscolaires, en appréhendant différemment la gestion du stress et des émotions, en renforçant la confiance en soi ou encore en développant l'empathie. L'équipe souhaite impulser une démarche participative, en permettant également aux enseignant.e.s, équipes d'animation et parents de se saisir du sujet en développant de nouvelles compétences ou en co-intervenant lors des ateliers.

Contact : Bérénice De Barros, [Berenice.debarros@ville-gennevilliers.fr](mailto:Berenice.debarros@ville-gennevilliers.fr)

## Ouest francilien

### DE NOUVEAUX LAURÉATS DU LABEL CITÉS ÉDUCATIVES

Suite au Comité Interministériel à la Ville du 29 janvier, le Premier ministre a annoncé la création de 74 nouvelles cités éducatives, dont 7 sont situées dans les territoires de l'ouest francilien - Colombes et Villeneuve-la-Garenne dans les Hauts-de-Seine ; Cergy dans le Val d'Oise ; Limay, Mantes-la-Ville, Plaisir et Sartrouville dans les Yvelines.

[www.citeseducatives.fr/actualites/le-civ-annonce-la-liste-des-nouveaux-laureats-du-label-cite-educative](http://www.citeseducatives.fr/actualites/le-civ-annonce-la-liste-des-nouveaux-laureats-du-label-cite-educative)

## Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine

### UNE ÉTUDE SUR L'IMPLANTATION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LE QUARTIER DES INDES À SATROUVILLE

La Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine porte une étude sur l'implantation de l'ESS dans le quartier populaire des Indes à Sartrouville (Yvelines). Dans le cadre du « programme d'investissement d'avenir » soutenu par l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine), Saint-Germain Boucles de Seine poursuit l'objectif d'identifier et de développer des activités économiques relevant de l'économie sociale et solidaire, dans ce quartier prioritaire qui bénéficie d'un projet de renouvellement urbain (NPNRU). Pour ce faire, le cabinet de conseil Les Beaux Jours (accompagné de l'agence Les Petites Rivières) propose des ateliers de coconstruction réunissant des partenaires du territoire, - associations, élu.e.s, agent.e.s des collectivités et de l'état. À travers ces temps, les participant.e.s contribuent au diagnostic du quartier (dynamiques locales, ressources et compétences, besoins des habitant.e.s...) permettant de mieux saisir les potentiels de l'ESS et de ses activités, en matière de développement économique endogène (création d'emplois, levier d'insertion...).

Contact : Claire Dargaud, Consultante : [claire@lespetitesrivieres.com](mailto:claire@lespetitesrivieres.com)

# Fiche expérience

Saint-Quentin-en-Yvelines

## UN PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DÉFINI À L'ÉCHELLE INTERCOMMUNALE

La communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines est engagée depuis 2017 dans la lutte contre toute discrimination et pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes, par la mise en œuvre de deux plans stratégiques dédiés, annexés au contrat de ville intercommunal.

La communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines est engagée depuis de nombreuses années sur le sujet de la lutte contre les discriminations, relate Julien Carage, responsable de la Maison de Justice de Saint-Quentin-en-Yvelines et chargé de mission sur la lutte contre les discriminations, le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT et pour l'égalité femme-homme au sein de la communauté d'agglomération. Avec la loi de janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté (qui complète celle de 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine), appelant à la définition d'actions stratégiques dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes, cela s'est traduit de façon plus concrète par l'élaboration d'un plan en faveur de l'égalité femme-homme (PEFH) signé en décembre 2017, suivi d'un plan de lutte contre les discriminations, le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (PLCDRAH) signé en décembre 2019. Ces deux plans sont jumelés, car ils répondent à un des axes transversaux des contrats de ville dernière génération, la lutte pour l'égalité réelle, au sens large, complète Julien Carage.

### Un PEFH nourri d'éléments de diagnostic

La communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines regroupe 12 communes, dont 7 - Élancourt, Guyancourt, La Verrière, Magny-les-Hameaux, Maurepas, Montigny-le-Bretonneux, Plaisir et Trappes, - est concernée par la Politique de la ville. Afin d'impulser une dynamique et de donner vie au PEFH, Saint-Quentin-en-Yvelines a associé à sa rédaction les communes de son territoire, notamment celles avec des quartiers en Politique de la ville. Car, la cible prioritaire de ce plan concerne bien les publics les plus vulnérables, précise Julien Carage. Et les statistiques utilisées pour établir un diagnostic de territoire sur ce thème (Insee ; EGALITER - plateforme qui offre aux collectivités des outils pour le développement de leur politique d'égalité -, données du contrat de ville et ses annexes ; indicateurs d'évaluation de

l'observatoire de SQY) le confirment. Elles révèlent des disparités entre hommes et femmes, accentuées pour celles résidant en quartier prioritaire. De façon générale, les femmes sont confrontées à des inégalités spécifiques (elles travaillent plus souvent à temps partiel, se heurtent au plafond de verre) ; elles sont plus souvent en situation de monoparentalité, frein important à l'insertion sociale et professionnelle (avec jusqu'à 35% des familles monoparentales considérées comme pauvres dans les quartiers prioritaires). Par ailleurs, celles qui y résident rencontrent souvent d'autres types de difficultés (précarité, isolement, etc.) qui diminuent leur bien-être.

### Et élaboré en associant les acteur.rice.s du territoire

Le PEFH s'est construit à partir notamment des questionnements des acteur.rice.s des 12 communes : quelles sont les problématiques qui émergent ? Sont-elles traitées ? Quelles sont les initiatives locales identifiées ? En s'appuyant sur le diagnostic, quatre problématiques - emploi, monoparentalité, violences et stéréotypes - leur sont apparues comme des axes d'intervention prioritaires, bien que d'autres, telles l'occupation de l'espace public ou encore la santé ou la mobilité aient été relevées. Ce travail collectif a permis de dégager des enjeux. Le plan s'est ainsi structuré autour de trois axes - gouvernance et pilotage de la programmation ; sensibilisation des professionnel.le.s et modalités de communication ; réponse aux priorités du territoire, eux-mêmes déclinés autour de 8 enjeux, parmi lesquels, impulser une dynamique en favorisant l'engagement des communes ; intégrer cette dimension dans les dispositifs d'évaluation du contrat de ville ou encore favoriser le partage d'expériences et l'essaimage d'actions inspirantes.

### Des actions et outils mis en œuvre à la suite de ce travail...

Des actions sont proposées pour chacun des enjeux, dont certaines sont

déjà à l'oeuvre, comme le volet sur la sensibilisation des acteur.rices. En 2018, et pendant une année, en partenariat avec le CIDFF des Yvelines, des démarches de sensibilisation ont été proposées aux élu.e.s et responsables de services de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines. Ont notamment été abordées les questions de l'accès aux droits des femmes, poursuit Julien Carage. Néanmoins, une démarche de ré-impulsion de ces temps de sensibilisation est nécessaire, car ils ont notamment été freinés par la crise sanitaire, précise-t-il. L'objectif est de développer de façon plus systématique des temps de sensibilisation, afin de faciliter l'appropriation des notions en lien avec l'égalité entre les femmes et les hommes. En effet, la thématique reste un sujet parfois sensible, qui repose sur des représentations personnelles et peut parfois se heurter à certaines « résistances ». Il s'agit donc de mener un travail spécifique pour déconstruire certains stéréotypes, et produire un discours harmonisé de la part des actrices et acteurs, estime Julien Carage. La communauté d'agglomération travaille par ailleurs à l'élaboration d'un outil, un site internet dédié au sujet, afin de créer une synergie sur le territoire. Au-delà d'apporter des réponses concrètes à des questions telles « de quoi parle-t-on lorsqu'on parle de sexisme ? », il a vocation à être un véritable outil de mise en commun, en partageant des actions et expériences menées sur le territoire, en proposant un panorama des acteur.rice.s (associations, centres sociaux, CCAS, missions locales...) qui sont parties prenantes sur ces sujets.

Enfin, parmi les actions envisagées, l'idée de reproduire un outil consacré à la thématique de l'égalité, sur le même modèle que le kit Valeurs de la République et Laïcité, est également à l'étude, explique Julien Carage, qui conclut : une volonté et un portage politique forts demeurent néanmoins indispensables à la bonne marche d'un tel projet.

Contact : Julien Carage, julien.carage@sqy.fr



## < PODCASTS >

### « CAS SOCIO » : LANCEMENT DE PODCASTS SOCIOLOGIQUES PAR LE BONDY BLOG

Cas Socio, c'est le nom du nouveau podcast proposé par le Bondy Blog, média en ligne porte-voix des quartiers populaires, créé suite aux événements de 2005. Entre sociologie et expériences de terrain, le podcast aborde les concepts sociologiques de grands auteurs (Bourdieu, Marx, Durkheim) en les mettant à l'épreuve des vécus de la jeunesse des quartiers. Ainsi, les élèves de Moussa N'Diaye, professeur en sciences économiques et sociales, discutent et débattent de méritocratie, d'opinion publique ou encore de la notion de « passager clandestin », au moyen d'exemples concrets pour mieux analyser la société dans laquelle ils vivent.

[www.bondyblog.fr/studio/podcasts/cas-socio-le-podcast-sociologique-du-bb/](http://www.bondyblog.fr/studio/podcasts/cas-socio-le-podcast-sociologique-du-bb/)



## < DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

« *Portrait(s) de France(s) : Alerte sur l'aggravation des inégalités françaises* », Florence Weber (édito), 24 janvier

<https://theconversation.com/portrait-s-de-france-s-alerte-sur-laggravation-des-inegalites-francaises-175539>

« *Vous aussi, misez sur l'Économie sociale et solidaire !* », Dossier, La Gazette des communes, 24 au 30 janvier 2022, pp.28-33

(Disponible au Pôle ressources)

Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la ville : <https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville>



## < À LIRE / À VOIR >



### POUR UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Camille Peugny, éditions du Seuil, janvier 2022, 128 p

De nombreuses réformes sont menées au nom de l'avenir des « jeunes », qu'il s'agisse de financer les retraites ou

de réduire la dette. Pour autant, la France n'a aucune politique en direction de la jeunesse. Les dispositifs qu'on empile s'adressent à telle ou telle catégorie, sans jamais être arrimés à une réflexion d'ensemble. Une vraie politique de la jeunesse doit répondre à deux objectifs. D'abord, dans une société vieillissante, combler le fossé entre les jeunes, confrontés à une précarité grandissante, et les plus âgés, mieux protégés. Surtout, réduire les inégalités qui fracturent la jeunesse et, plus que jamais, menacent la cohésion sociale.

[www.seuil.com/ouvrage/pour-une-politique-de-la-jeunesse-camille-peugny/9782021492439](http://www.seuil.com/ouvrage/pour-une-politique-de-la-jeunesse-camille-peugny/9782021492439)

4ème de couv



### ÉDUCATION POPULAIRE. NOUVEL ELDORADO DES START-UP SOCIALES ?

André Decamp, éd. Libre & solidaire, janvier 2022, 320 p

Les nouvelles modalités de financement des associations du secteur associatif génèrent des conséquences importantes sur son fonctionnement...]. Partant d'une analyse empirique des centres sociaux,

cet ouvrage les situe ensuite dans un contexte plus général. Il dévoile le processus de mise en place de normes et procédures européennes au sein du secteur social, où l'arrivée de nouveaux acteurs - notamment les start-up sociales - remet en question l'avenir des centres sociaux français. [...]. En venant bousculer leur mode de fonctionnement, les normes récemment instaurées obligent les délégué(e)s des centres sociaux à revoir leurs modalités d'intervention pour mener à bien leurs missions. Cette enquête de terrain nous montre un changement dans la façon de travailler et dévoile les solutions pour un renouveau à l'heure où les fédérations semblent prises en étau entre innovation sociale et contraintes financières.

[https://libre-solidaire.fr/epages/e02491b5-ce3a-4c00-b187-dc9ff39194fc.sf/fr\\_FR/?ObjectPath=/Shops/e02491b5-ce3a-4c00-b187-dc9ff39194fc/Products/177](https://libre-solidaire.fr/epages/e02491b5-ce3a-4c00-b187-dc9ff39194fc.sf/fr_FR/?ObjectPath=/Shops/e02491b5-ce3a-4c00-b187-dc9ff39194fc/Products/177)

Extraits 4ème de couv